

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel des entreprises locales de distribution

Réponse d'EDF

15 septembre 2017

N'utilisant que de manière très limitée les réseaux de distribution de gaz naturel des entreprises locales de distribution, EDF n'est pas en mesure de faire un retour d'expérience sur leurs tarifs et n'a pas d'avis sur leurs évolutions. Toutefois, EDF souhaite répondre à la question 11 relative à la mise en place d'une régulation visant à inciter le développement du nombre d'utilisateurs raccordés au réseau gaz.

Question 11 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitant les ELD à développer le nombre d'utilisateurs raccordés au réseau de gaz ?

L'article L. 432-8 du code de l'énergie dispose qu'« *un gestionnaire de réseau de distribution de gaz est notamment chargé de définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution dans le respect de l'environnement et de l'efficacité énergétique [...]* ». Les gestionnaires de réseaux de distribution sont tenus d'accomplir cette mission de développement du réseau conformément aux dispositions du cahier des charges de concession. Les articles L. 121-32 et L. 432-8 disposent en effet respectivement que « *les obligations de service public qui, selon le cas, s'imposent sont précisées par [...] les cahiers des charges de concessions [...]* » et « *le gestionnaire de réseau de distribution est notamment chargé [de missions] dans le cadre des cahiers des charges de concession* ». EDF relève que le modèle de cahier des charges élaboré par la FNCCR et GrDF en novembre 2010 ne comporte aucune disposition concernant la promotion du nombre d'utilisateurs du réseau de gaz et aucune disposition concernant la promotion de l'usage du gaz. EDF doute donc fortement que le développement du nombre d'utilisateurs et la promotion de l'usage du gaz fassent partie des missions des GRD.

Quoi qu'il en soit, EDF n'est pas favorable à ce que le développement du nombre d'utilisateurs fasse l'objet d'une régulation incitative et à ce que des coûts de promotion de l'usage du gaz se trouvent couverts par les tarifs de réseaux.

EDF considère que mettre en place un mécanisme incitatif au développement du nombre d'utilisateurs « *dans un but d'optimisation économique de l'utilisation du réseau* » et au motif que « *le raccordement de consommateurs supplémentaires permet de diminuer le tarif* », comme il est mentionné, aurait pour conséquence quasi certaine d'inciter les GRD à faire la promotion de l'usage du gaz.

Or, la promotion des usages gaz fait partie des prérogatives des fournisseurs et il n'appartient pas aux GRD de faire la promotion d'une énergie qui est en concurrence avec d'autres énergies qui plus est avec des moyens qui seraient couverts par le tarif d'utilisation des réseaux.

EDF s'interroge en outre sur la cohérence d'une éventuelle promotion de l'usage du gaz avec les objectifs de la politique publique visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, promouvoir l'augmentation du nombre de clients raccordés au motif de « *diminuer le tarif* » est un argument contestable. En effet, rien n'assure que les recettes supplémentaires du gestionnaire de réseau seront supérieures aux coûts de développement supplémentaires du réseau de gaz engagés pour augmenter le nombre de clients raccordés, et, si ce n'est pas le cas, le tarif devra augmenter au détriment des consommateurs. Une telle situation paraîtrait contraire à l'article 100-1 du code de l'énergie qui dispose que « *la politique énergétique [...] permet de maîtriser les dépenses en énergie des consommateurs* ».

ooOoo